SciencesPo LES PRESSES

CAIRN.INFO MATIÈRES À RÉFLEXION

FÊTE ET ORDRE COLONIAL

Centenaires et résistance anticolonialiste en Algérie pendant les années 1930

Jan C. Jansen

Presses de Sciences Po | « Vingtième Siècle. Revue d'histoire »

2014/1 N° 121 | pages 61 à 76

ISSN 0294-1759
ISBN 978272463349
DOI 10.3917/ving.121.0061

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2014-1-page-61.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.
© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

Fête et ordre colonial

Centenaires et résistance anticolonialiste en Algérie pendant les années 1930

Jan C. Jansen

La célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie en 1930 est habituellement présentée comme l'apogée de la propagande coloniale et comme un tournant dans l'attitude des populations colonisées. En resituant l'événement dans le temps long de la décennie, en le replaçant dans des jeux d'échelles nationale et locale et en s'attardant sur les réactions algériennes, Jan C. Jansen complexifie cette interprétation. Il montre l'évolution rapide des attitudes des Algériens face au triomphalisme des colonisateurs entre 1930 et 1937, qu'il s'agisse des élites, des partis ou des masses. Objet de conflits et véritable « école de la résistance », la commémoration de la conquête a permis aux colonisés de tester différentes stratégies d'intervention, de la participation consentie aux rumeurs prophétiques, de l'appropriation subversive au boycottage.

De janvier à juin 1930, l'Algérie entière s'anime de pompeuses célébrations en l'honneur du centenaire du débarquement français en Afrique du Nord. Avec l'Exposition coloniale internationale de 1931, le « Centenaire de l'Algérie française » est considéré comme l'apogée de la propagande et de l'enthousiasme coloniaux en France ; la littérature sur le Maghreb et l'Algérie lui accorde une bonne place, le faisant parfois figurer comme une césure importante[1]. Curieusement, ces analyses portent moins sur les célébrations que sur les répercussions qui leur sont prêtées à long terme. Coïncidant avec le Congrès eucharistique international de Carthage et le « dahir berbère[2] » au Maroc, le centenaire marque, dans cette optique, un « faux apogée » : il témoigne de la rupture décisive avec les élites locales « modernes » dans les trois pays. Dans le cas du centenaire se manifeste le récit des « occasions manquées », caractéristique du courant engagé dans l'historiographie française sur l'Algérie coloniale. Considérées sous l'angle d'une politique coloniale libérale, les fêtes de 1930 y apparaissent comme une question de réussite ou d'échec des réformes en faveur des colonisés. L'absence de celles-ci

(1) Voir Charles-Robert Ageron, *L'Histoire de l'Algérie contemporaine*, t. II : *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération*, Paris, PUF, 1979, p. 403-411 ; Denise Bouche, *Histoire de la colonisation française*, Paris, Fayard, 1991, t. II, p. 304-305 ; Maurice Agulhon, *La République*, Paris, Hachette, 1990, t. I, p. 365-368 ; Jacques Berque, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Éd. du Seuil, 1979, p. 235-253 ; Mahfoud Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien, 1919-1951*, Alger, SNED, 1980, p. 223-254 ; Nabila Oulebsir, *Les Usages du patrimoine : monuments, musées et politique coloniale en Algérie, 1830-1930*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 2004, p. 261-292 ; Jean-Robert Henry, « Le centenaire de l'Algérie, triomphe éphémère de la pensée algérianiste », *in* Abderrahmane Bouchène *et al.* (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)*, Paris/Alger, La Découverte/Barzakh, 2012, p. 369-375.

(2) Le 16 mai 1930, la France promulguait au Maroc un décret devenu célèbre, le « dahir berbère », considéré par les observateurs comme le catalyseur du nationalisme marocain.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

et le triomphalisme des célébrations n'en font qu'une autre occasion manquée[1].

Le présent article se propose de procéder à un réexamen du centenaire et des réactions et perceptions algériennes qui tranche, à deux égards, avec les déficits et la téléologie latente de la perspective habituelle. Premièrement, l'analyse accorde une plus grande place à la multitude des perspectives et des acteurs algériens. Alors que la version habituelle est dominée par les conceptions de l'élite francophile, « jeune algérienne », cet article couvre un plus large éventail d'acteurs, de modes d'expression et de résistance : des rumeurs diffuses aux campagnes de boycottage, en passant par des contre-programmes et des réinterprétations. Deuxièmement, le centenaire de 1930 n'est pas appréhendé comme un événement unique ou isolé : il est replacé dans le contexte des activités commémoratives locales, en pleine extension depuis la fin du 19e siècle. Dans cette perspective, l'inédit des célébrations de 1930 réside moins dans ses contenus thématiques et ses motifs symboliques que dans leur concentration dans un cadre particulier. L'année 1930 donne le coup d'envoi à une véritable « centenairomanie » qui, au cours de la décennie, produit un bon nombre de manifestations (et de démêlés) du même genre. L'analyse inclut comme point de comparaison les fêtes du centenaire de la prise de Constantine en 1937. Cet angle plus large met au jour des changements à l'œuvre dans les « réponses » algériennes et les répercussions de celles-ci sur la marge de manœuvre des organisateurs. De cette manière, l'analyse montre qu'au lieu de provoquer une rupture bien claire, les centenaires algériens des années 1930 constituent une sorte d'école de la résistance dans laquelle diverses stratégies d'intervention sont conçues et expérimentées.

Les campagnes jeunes algériennes et communistes

Les Algériens n'ont pas attendu l'année 1930 pour réagir aux fêtes du centenaire. C'est surtout la frange francophile de l'élite algérienne qui prend activement part aux conflits autour de la signification et la forme d'un tel anniversaire qui secouent le public et la classe politique franco-algériens à la fin des années 1920[2]. Depuis le mois d'avril 1927, lorsque les délégations financières, parlement budgétaire colonial, appellent à organiser « avec le plus grand éclat[3] » la commémoration du débarquement français en Algérie en 1830, ces débats prennent une tonalité de plus en plus aiguë. En fait, la question du nouveau genre commémoratif devient un enjeu dans la lutte, plus vaste, autour de la politique coloniale en Algérie qui bat alors son plein et dans laquelle s'affrontent notamment le gouverneur général Maurice Viollette (1925-1927), partisan de réformes profondes du système de domination coloniale, et les délégations financières, forum principal des Européens d'Algérie pour affirmer leur maîtrise de la politique coloniale[4].

(1) Voir Charles-Robert Ageron, *op. cit.*, p. 410-411 ; *id.*, *L'Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, PUF, 1994, p. 85 ; Jean-Paul Angelleli, « L'opinion française et l'Algérie de 1930 à travers la presse et le livre », thèse de troisième cycle en histoire, Université Paris-X – Nanterre, 1972. Pour le récit des « occasions manquées », voir Jean-Claude Vatin, *L'Algérie politique : histoire et société*, Paris, Presses de Sciences Po, 1972, p. 33-34. Sa version « classique » se trouve dans Charles-André Julien, *L'Afrique du Nord en marche : nationalismes musulmans et souveraineté française*, Paris, Julliard, 1952.

(2) Les préparatifs sont documentés dans les rapports de Gustave Mercier, *Le Centenaire de l'Algérie : exposé d'ensemble*, Alger, Soubiron, 1931, 2 t. ; et de René Weiss, *Le Centenaire de l'Algérie française (1830-1930)*, Paris, Imprimerie nationale, 1930, 2 t. Voir Jean-Robert Henry, *op. cit.* ; Jacques Cantier, « Les gouverneurs Viollette et Bordes et la politique algérienne de la France à la fin des années vingt », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 84, 1997, p. 25-49.

(3) Délégations financières, séance plénière, 8 avril 1927, délégations financières algériennes, procès-verbaux des séances, session ordinaire de 1927, Alger, Imprimerie administrative de Victor Heintz, t. I, p. 305.

(4) Voir, surtout, Jacques Bouveresse, *Un parlement colonial ? Les Délégations financières algériennes, 1898-1945*, Mont-Saint-Aignan, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2008-2010, 2 t.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

Dans ce contexte, même la signification du centenaire à venir s'avère chose extrêmement controversée. Tandis que Viollette et des activistes « indigénophiles » (telles que Jean Mélia et la Ligue des droits de l'Homme) appellent à lier les fêtes à un programme de réformes pour l'amélioration de la situation socio-économique, voire politique de la population colonisée, les délégations financières visent à en faire « l'apothéose » festive de cent ans de domination coloniale. Les formes symboliques dont le centenaire devrait être composé sont également loin d'être claires, la question la plus disputée étant celle des fêtes militaires. Celles-ci sont d'abord envisagées de grande envergure, puis, face à de fortes critiques, supprimées et à la fin rapidement réintroduites dans le programme[1].

Ces combats au sein du champ politique français et surtout les tentatives de donner au centenaire une teinte « indigénophile » sont attentivement observés dans le public algérien et notamment dans le mouvement contestataire d'élites francophiles, dit des « Jeunes Algériens[2] ». Des élus locaux algériens se rallient aux revendications de Viollette, les fêtes devant, selon eux, « marquer et sceller à jamais une entente parfaite[3] ». La plupart des journaux « indigénophiles » et algériens reproduisent des articles de Viollette et de Mélia, les traduisant parfois en arabe ou lancent leurs propres campagnes pour « un autre centenaire » ou le « pacte » solennel des fêtes[4]. La presse et les élus musulmans interviennent également dans les luttes autour de la forme des célébrations, se mobilisant surtout contre les fêtes militaires envisagées qu'ils qualifient d'« erreur et [de] maladresse » et de dur coup contre leurs campagnes de réformes[5]. Même l'émir Khaled, protagoniste du mouvement contestataire de l'après-guerre, intervient à partir de son exil damascène, pour augmenter la pression sur le gouvernement[6].

Ces campagnes manifestent une stratégie « d'appropriation subversive ». Tirant parti des ambiguïtés des idéologies justificatrices et des symboles coloniaux, elle est fondamentale pour le programme jeune algérien qui se réclame de la « mission civilisatrice ». La domination coloniale est prise d'assaut par son propre mythe légitimateur[7]. Des militants algériens, surtout Jeunes Algériens, mais aussi d'autres courants de l'opposition, manipulent

(1) Pour une analyse des arrangements symboliques du centenaire et des querelles autour d'eux, voir Jan C. Jansen, *Erobern und Erinnern : Symbolpolitik, öffentlicher Raum und französischer Kolonialismus in Algerien, 1830-1950*, Munich, Oldenbourg, 2013, p. 298-317.

(2) Pour le mouvement « jeune algérien », voir Charles-André Julien, *op. cit.* ; Charles-Robert Ageron, « Le mouvement "jeune algérien" de 1900 à 1923 », in *Études maghrébines : mélanges Charles-André Julien*, Paris, PUF, 1964, p. 217-243 ; John Ruedy, « Chérif Benhabylès and Ferhat Abbas : Case Studies in the Contradictions of the Mission civilisatrice », *Historical Reflections*, 28, 2002, p. 185-201 ; Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier, *L'Émir Khaled, premier za'im ? Identité algérienne et colonialisme français*, Paris, L'Harmattan, 1987 ; Zakya Daoud et Benjamin Stora, *Ferhat Abbas : une autre Algérie*, Alger, Casbah, 1995 ; Julien Fromage, « L'expérience des "Jeunes Algériens" et l'émergence du militantisme moderne en Algérie (1880-1919) », et Malika Rahal, « Ferhat Abbas, de l'assimilationisme au nationalisme », *in* Abderrahmane Bouchène, *op. cit.*, p. 238-244 et 443-446.

(3) Conseil municipal d'Alger, séance du 18 janvier 1929, Bulletin municipal officiel de la ville d'Alger, 1929, annexe, p. 392-393.

(4) *L'Akhbar*, 31 août et 31 décembre 1928 ; *La Voix des humbles*, décembre 1928 et février 1929 ; *Al-Najāḥ*, 21 octobre, 19 décembre 1928, 2 et 28 janvier 1929 ; *Essandjak*, 13 et 20 avril 1929 ; *La Voix indigène*, 26 septembre, 24 octobre-26 décembre 1929, 22 mai 1930 ; *La Tribune indigène algérienne*, 21 février 1930, avril-juin 1930.

(5) Conseil municipal d'Alger, 18 janvier 1929, Bulletin municipal officiel de la ville d'Alger, 1929, annexe, p. 393 ; Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Archives de la préfecture de Constantine (APC), 93//5414, Benhabylès à la commission départementale de Constantine, séance du 3 juillet 1929 ; ANOM, Archives de la préfecture d'Oran (APO), 92//2458, Boumedine au Conseil supérieur du centenaire, séance du 29 mai 1929.

(6) *La Tribune indigène algérienne*, 31 mars 1930.

(7) Pour cette stratégie, voir aussi Jan C. Jansen, « Celebrating the "Nation" in a Colonial Context : "Bastille Day" and the Contested Public Space in Algeria, 1880-1939 », *The Journal of Modern History*, 85, 2013, p. 36-68, p. 53 et 54.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

certains éléments de la culture politique française et les tournent contre les réalités coloniales. Cette stratégie ne remet pas en cause le cadre de la domination coloniale, mais exprime des revendications égalitaires dont la réalisation la ferait éclater.

Avec le remplacement de Viollette par Pierre Bordes (1927-1930) à la tête de la colonie et la domination des structures d'organisation par les élus européens locaux, une telle « subversion » devient impossible. Bien au contraire, le centenaire est marqué par un militarisme prononcé, visant à revitaliser la commémoration de la conquête qui a profondément marquée les villes algériennes dans les trois décennies précédant la Première Guerre mondiale [1] : le retour aux lieux historiques, défilés militaires en costumes de l'époque, monuments commémoratifs militaires. Or, même ce triomphalisme porte la marque des nouvelles réalités politiques. Les organisateurs veillent à présenter l'armée, omniprésente pendant les fêtes, comme une force pacifique et civilisatrice. Les fêtes doivent, selon l'expression de leur commissaire général, le délégué financier Gustave Mercier, être dédiées à l'« armée pacificatrice, protectrice de l'indigène comme du colon [2] ». Les limitations de la marge de manœuvre des organisateurs se révèlent par exemple dans le cas des grandes fêtes du 14 juin commémorant le débarquement à Sidi-Fredj. Celles-ci doivent être placées sous le signe d'une « fête de l'Union des populations françaises et indigènes », d'une « journée de l'amitié franco-musulmane » [3]. Pas moins de cinq orateurs algériens (sur dix au total) sont censés confirmer leur loyauté à la France et faire l'éloge des « bienfaits » de sa civilisation.

Mais même de tels ajustements ne peuvent dissimuler le fait que le centenaire marque la reprise, sous un nouvel enduit, de la commémoration militaire. Cela n'est pas simplement dû à un militarisme profondément ancré dans la culture des Français d'Algérie. En fait, alors que les débats sur des réformes se multiplient, la commémoration publique de l'occupation militaire gagne en attractivité parmi la population européenne et ses élites : elle devient une façon de s'assurer de l'existence et de la solidité de l'Algérie française, une sorte d'« autohypnose » des dominants [4].

Ce spectacle triomphaliste est loin du centenaire de réforme esquissé par les élus algériens, Maurice Viollette, Jean Mélia et leurs alliés. Ce n'est qu'après y avoir été obligés par le gouvernement français que les organisateurs réservent une partie du budget à des institutions de bienfaisance et d'enseignement [5]. Le programme des fêtes n'attribue qu'un rôle secondaire aux élus algériens. La plupart du temps, des notables, souvent ralliés à l'administration, y figurent comme représentants de la population algérienne. Lors de la visite du président français, les organisateurs invitent également un groupe de méharistes à Alger. Leur camp dans les environs de la ville est célébré, dans la presse locale (française), comme une attraction permettant d'observer des hommes « exotiques » dans un cadre quasi naturel [6].

(1) Pour une description très synthétique de ces processus, voir Jan C. Jansen, « 1880-1914 : une "statuomanie" à l'algérienne », *in* Abderrahmane Bouchène, *op. cit*., p. 261-265 ; pour une analyse plus détaillée, voir Jan C. Jansen, *Erobern und Erinnern…*, *op. cit*., p. 89-170.

(2) Gustave Mercier, *op. cit*., t. II, p. 270 ; ANOM, GGA 64S/39, lettre de Gustave Mercier au ministre de l'Intérieur, 26 juin 1930.

(3) ANOM, APO 92//2458, Conseil supérieur du centenaire, séance du 22 mai 1930 ; Gustave Mercier, *op. cit*., t. II, p. 286 ; *Le Livre d'or du centenaire de l'Algérie française*, Alger, Fontana, 1930, p. 263-264.

(4) La notion d'« autohypnose » est empruntée à James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990, p. 67. Alors que celui-ci considère toute forme de symbolisme officiel comme une telle autosuggestion, nous la limitons au contexte concret.

(5) *Journal officiel de la République française*, débats, Chambre, 1er avril 1930, p. 1562-1566.

(6) *La Dépêche algérienne*, 1er mai 1930 ; *L'Écho d'Alger*, 1er et 2 mai 1930.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

En peu de temps, le site devient un lieu d'excursion populaire pour la population citadine européenne et les touristes.

L'intégration de la population colonisée aux fêtes revêt ainsi souvent un caractère de reconstitution ethnographique avec figurants. Ce ne sont justement pas les élites intellectuelles « francisées », mais « l'exotique » et le « pittoresque » qui sont au cœur de l'attention. Le comité départemental oranais a pendant un moment le projet de reconstruire un « village indigène » dans lequel des « fêtes arabes et kabyles » payantes, danses orientales et manifestations équestres diffuseraient un parfum d'Orient[1]. Dans le contexte algérien de 1930, de telles mises en scène d'exotisme sont bien plus qu'un divertissement innocent, ce que montre clairement le cas des fêtes d'oasis à Beni-Ounif dans l'ouest algérien en avril, censées « synthétiser la vie du nomade en régions sahariennes[2] ». Le programme tend à conforter les stéréotypes sur l'habitant du désert, belliqueux, pilleur et non civilisé, ses attractions principales comprenant l'attaque d'une caravane, le pillage d'un douar, l'incendie de tentes et le rapt de femmes. L'intégration de telles pratiques dans le programme officiel fait grand bruit et suscite l'incompréhension de la population locale. Un journal algérois parle même de panique qui gagne le Sud algérien en vue de l'« hommage » officiel rendu à des pratiques de brigands[3]. Aussi à partir de la métropole, des marques d'étonnement parviennent au gouverneur général qui, quant à lui, désapprouve « une semblable stupidité » et fait retirer tous les dépliants et toutes les affiches en circulation[4].

Face à un tel programme, Jeunes Algériens, élus musulmans et « indigénophiles » se voient placés devant un dilemme fondamental. D'un côté, ils ont été parmi les premiers à approuver l'idée d'un centenaire en l'honneur de la « mission civilisatrice ». De l'autre, ils doivent assister à leur propre effacement et à celui de leurs revendications. Tandis que les presses syrienne et égyptienne condamnent sévèrement les fêtes, nombre de journaux algériens continuent leur campagne pour « un autre centenaire » et appellent leurs lecteurs à garder leur optimisme[5]. Quelques-uns de leurs représentants cherchent à faire avancer les débats de réformes par des conférences ou, comme au conseil municipal d'Alger, par des motions[6]. De nombreux élus éminents sont pressés par leurs adhérents de passer à l'offensive et de ne pas céder complètement devant les notables flattés par les organisateurs. Ainsi, le président de la Fédération des élus musulmans d'Alger, le Dr Benthami, se voit confronté à l'idée de lancer une souscription parmi « l'élite intellectuelle » pour un cadeau au président français[7]. Cependant, ceux d'entre eux à qui l'on demande de prononcer des discours font montre de modération. Leurs contributions se cantonnent pour la plupart à des déclarations de loyauté, de patriotisme et à l'affirmation de la « mission civilisatrice ». Dans la presse algérienne, ils sont soumis à des critiques et se voient obligés de justifier leur comportement

(1) ANOM, APO 92//2456, comité départemental d'Oran, séance du 23 février 1928.

(2) ANOM, GGA 8X/8, Beni-Ounif, programme des fêtes ; *L'Écho d'Oran*, 21 mars 1930 ; Gustave Mercier, *op. cit.*, t. II, p. 280 ; *Livre d'or…*, *op. cit.*, p. 243-244.

(3) *La Presse libre*, 4 mars 1930.

(4) ANOM, GGA 8X/8, télégramme du directeur de l'Office de l'Algérie au gouverneur général de l'Algérie, s. d. ; lettre du gouverneur général de l'Algérie au directeur de l'Office de l'Algérie, 18 février 1930 ; *La Presse libre*, 6 mars 1930.

(5) Voir *La Voix indigène*, 2 janvier, 6 et 27 février, 24 avril-22 mai, 1er mai 1930 ; *Attakadoum*, 10-15 mai et 5 juin 1930 ; *La Tribune indigène algérienne*, 21 février 1930, avril-juin 1930 ; Victor Spielmann, *En Algérie : le centenaire au point de vue indigène*, Paris, Trait-d'union, 1930. Pour l'écho international, voir ANOM, GGA 11H/48, Rapport sur la situation politique et administrative des indigènes de l'Algérie, 31 janvier 1931.

(6) Conseil municipal d'Alger, séances des 4 et 25 avril 1930, Bulletin municipal officiel de la ville d'Alger, 1930, annexe, p. 87-88 et 98-102.

(7) ANOM, GGA 8X/8, lettre de Touili Abderrahman au Dr Benthami, 10 janvier 1930.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

comme « une question de correction, de tact et de mesure[1] ». De telles remarques ne sont pas complètement infondées, comme l'atteste le cas du journaliste Rabah Zenati. Après avoir fait, à Bône, une conférence tout à fait prudente sur des réformes à l'occasion du centenaire, celui-ci est obligé de dissiper des doutes concernant sa loyauté vis-à-vis de la France[2].

Le centenaire marque un échec cuisant quant à la stratégie d'appropriation subversive et quant à sa tendance de s'adresser à la classe politique métropolitaine. Seuls les tribunaux répressifs sont, dans un geste symbolique, supprimés peu avant le voyage présidentiel. L'absence d'un geste politique d'envergure déclenche des querelles au sein du public modéré et jeune algérien sur l'orientation à adopter. Divers cahiers de revendications, concurrents quoique presque identiques dans leur contenu, circulent à l'apogée des fêtes[3]. L'échec de 1930 ne discrédite pas entièrement la stratégie de l'appropriation subversive qui va, notamment à l'époque du Front populaire, atteindre encore un épanouissement inattendu. Les fêtes du centenaire révèlent, toutefois, l'un de ses points faibles : sans force de mobilisation suffisante, les appels à des réformes ne peuvent que paraître impuissants. Pire encore, comme les élus n'ont d'autre choix qu'une participation affirmative, l'administration peut se réjouir de leur position « correcte et modérée[4] ».

En Algérie, seuls les communistes appliquent une autre stratégie que celle d'une affirmation critique. Dès 1928, leurs sections de parti et organisations travaillent pour créer un anticentenaire, un « centenaire révolutionnaire[5] ». L'interdiction et la dissolution de l'Étoile nord-africaine (ENA) de Messali Hadj, seule organisation décidément nationaliste, leur laissent une large place pour se positionner comme unique avocat de l'indépendance du pays. Les communistes sont les seuls à faire l'essai d'une résistance organisée. Dans des publications et des tracts diffusés à cette occasion, ils comptent opposer une version communiste et anticoloniale à l'histoire officielle, centrée sur l'image de la lutte des classes, cachée derrière la domination raciste[6]. Par voie de tracts et d'affichage, des associations et des syndicats appellent les ouvriers algériens et européens à combattre les fêtes ; leur principal quotidien à Paris rapporte régulièrement de petits actes de sabotage ; un congrès clandestin d'ouvriers musulmans est censé développer une conscience de classe anticoloniale chez les colonisés. Or, tous ces efforts de mobilisation restent largement sans résultat, principalement en raison du faible degré d'enracinement du Parti communiste dans la population algérienne.

Le centenaire et les cultures populaires algériennes

Les réactions des Jeunes Algériens, élus et « indigénophiles », d'un côté, et celles des communistes, de l'autre, ne peuvent guère inquiéter

(1) *Le Centenaire de l'Algérie : ce qu'en pensent les élus indigènes du département de Constantine*, Constantine, Braham, 1930, p. 1.

(2) ANOM, APC 93/B/3/300, lettre du comité d'organisation au Dr Honorat, 7 avril 1930 ; lettre du Dr Honorat au gouverneur général de l'Algérie, 10 avril 1930 ; lettre du gouverneur général de l'Algérie au préfet de Constantine, 28 avril 1930.

(3) *Al-Najāḥ*, 17 avril 1930 ; *Attakadoum*, 10-15 mai, 5 juin 1930 ; *La Voix indigène*, 1er mai 1930.

(4) ANOM, GGA 11H/48, Rapport sur la situation politique et administrative des indigènes de l'Algérie, 31 janvier 1931.

(5) *La Lutte sociale*, 5 avril 1929. Pour la campagne communiste, voir aussi ANOM, GGA 11H/47, Rapports sur la situation politique des indigènes de l'Algérie, 1er janvier et 1er août 1929 ; ANOM, GGA 11H/48, Rapport sur la situation politique et administrative des indigènes de l'Algérie, 31 janvier 1931.

(6) Robert Louzon, « Cent ans de capitalisme en Algérie », *La Révolution prolétarienne*, 1er mars 1930, p. 67-79 ; 15 mai 1930, p. 147-159 ; « À bas le Centenaire colonialiste ! Parti communiste d'Algérie », Section de Constantine, 1930. La propagande et les activités furent documentées par *L'Afrique française*, 4, 1930, p. 218-219, 271-273 ; *Le Temps colonial*, 27 mai 1930. Pour la forme et l'échec de la campagne, voir Mahfoud Kaddache, *op. cit.*, p. 256-259 ; Jean-Paul Angelleli, *op. cit.*, p. 288-296.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

les services coloniaux. Or, l'impression, souvent évoquée par l'administration, d'un pays « pacifié », d'une attitude indifférente, voire positive, est trompeuse. Au vu des discussions de réforme et à l'approche des fêtes, les services de renseignement sont en état d'alerte et observent des formes d'expression de la population colonisée qu'ils n'auraient autrement guère prises en compte [1]. À partir du mois d'août 1929 une série de rapports provenant de différentes communes mixtes arrivent au gouvernement général et sèment la panique dans l'administration. Ces rapports ne témoignent pas seulement d'une attention accrue des services de sécurité ; ils donnent, par le biais des cultures populaires, un point de vue inédit sur les réponses des populations rurales au triomphalisme du centenaire.

Au début d'août 1929, s'adressant au gouverneur général, le préfet d'Alger exprime son inquiétude sur la situation sécuritaire dans la région de Palestro en Kabylie ainsi que sur la circulation dans les régions montagnardes d'une « version tendancieuse des événements du centenaire [2] ». Selon celle-ci, les fêtes ne marquent pas autre chose que « l'expiration d'un contrat à long terme suivant lequel les Français se sont engagés, après avoir mis en valeur l'Algérie, à la remettre, à l'expiration du contrat, à ses propriétaires naturels, les indigènes ». Peu de temps après, des rapports semblables parviennent d'autres parties de la colonie. Au marché de Masséna dans la région de Cheliff se répand le bruit que « l'année du centenaire verrait ou le départ des Français ou l'asservissement complet des indigènes [3] ». Dans d'autres régions également, la population rurale bruisse des rumeurs comparables qui voient dans les festivités annoncées la fin imminente de la domination française [4]. La plus grande « apothéose » de l'Algérie française que célèbrent les organisateurs se mue ici en son contraire. À la fin de l'année 1929 et pendant les fêtes en 1930, ces bruits touchent un périmètre énorme, recouvrant, pour le moins, de grandes parties de l'Algérie occidentale et centrale et rendant futiles les efforts faits pour en déterminer l'origine précise.

Les fonctionnaires ne sont mis en alerte ni par un tract, ni par un article ou un discours, mais par quelque chose de bien plus diffus : des récits et rumeurs variés transmis oralement sur les marchés [5]. Le centenaire est ainsi repris par un média qui a traité des réalités et de l'avenir de la domination coloniale depuis ses débuts, surtout parmi les populations rurales. Dès la capitulation d'Alger, des poèmes et récits populaires ont vu le jour, intellectualisant sous différentes formes, l'expérience de l'effondrement de l'ordre précolonial et lui donnant du sens [6]. De nombreuses traditions orales conçoivent la domination française comme une punition

(1) Sur la logique des archives coloniales de surveillance, voir Martin Thomas, *Empires of Intelligence : Security Services and Colonial Disorder after 1914*, Berkeley, University of California Press, 2008, notamment p. 25-28.

(2) ANOM, Archives de la préfecture d'Alger (APA), 91/2I/33, lettre du préfet d'Alger au gouverneur général de l'Algérie, 8 août 1929. La citation suivante provient aussi de ce document.

(3) ANOM, APA 91/2I/33, Rapport mensuel de la commune mixte de Chelif, août 1929.

(4) ANOM, APA 91/2I/33, lettre du sous-préfet d'Orléansville au préfet d'Alger, 5 septembre 1929 ; lettre du préfet d'Alger au gouverneur général de l'Algérie, 7 septembre 1929 ; lettre du sous-préfet de Tizi-Ouzou au préfet d'Alger, 13 septembre 1929.

(5) Pour la signification de « rumeurs » et de « ragots » dans des contextes coloniaux, voir Louise White, *Speaking with Vampires : Rumor and History in Colonial Africa*, Berkeley, University of California Press, 2000 ; pour la signification de ces termes comme une forme anonyme de résistance, voir James C. Scott, *op. cit.*, p. 142-148.

(6) Allan Christelow, « Oral, Manuscript, and Printed Expressions of Historical Consciousness in Colonial Algeria », *Africana Journal*, 15, 1990, p. 258-275 ; Julia Clancy-Smith, *Rebel and Saint : Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904)*, Berkeley, University of California Press, 1994 ; James McDougall, *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 98-107 ; Raphaëlle Branche, « "Au temps de la France" : identités collectives et situation coloniale en Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 117, janvier-mars 2013, p. 199-213.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

divine pour la décadence morale de la population ou des souverains ottomans. Un exemple bien documenté est le « divan des saints », un cycle de cent un récits, recueilli au début du 20e siècle dans la région de Blida par l'arabisant Joseph Desparmet [1]. Selon ces récits, l'interruption de la domination ottomane par la France dérive d'une décision divine discutée et commentée en détail lors d'une réunion des saints maghrébins sous la présidence du grand maître soufi 'Abd al-Qādir al-Jīlānī de Bagdad. Limitée dans le temps, la domination des infidèles est ainsi insérée dans une perspective providentielle qui ne remet pas en cause l'ordre divin et le règne de Dieu. Malgré leur forme de récits historiques ou de prophéties, ces traditions orales constituent, avant tout, une manière d'assimiler, de commenter et de rendre compréhensible le présent colonial. Ils témoignent d'efforts pour réconcilier le nouvel ordre avec des représentations de l'ordre divin, transmises dans la religion et la culture populaires.

Les rumeurs préoccupant l'administration dès août 1929 font partie de ces efforts pour interpréter le présent colonial au moyen de la culture populaire. Ces récits revêtent fréquemment la forme de prophéties. Souvent, ils sont attribués à des marabouts, morts depuis longtemps, ayant proclamé qu'« Allah aurait donné l'Algérie aux Français pour cent ans à la condition de gouverner les Arabes avec justice [2] ». Parfois transparaissent des motifs millénaristes, par exemple, quand il est dit que les notables au service de la France seront « passés par les armes comme traîtres à la cause musulmane [3] ». Mais ce qui rappelle au premier regard les mouvements du 19e siècle revêt, en 1929, des formes souvent assez profanes. Les rumeurs amalgament les récits transmis avec des événements et des catégories de la politique française et internationale de l'entre-deux-guerres. L'idée d'un contrat de durée limitée à des fins de modernisation économique reflète le concept du « mandat » formulé à la fin de la Première Guerre mondiale pour l'administration alliée du Proche-Orient et des anciennes colonies allemandes. Dans cette optique, les visiteurs internationaux annoncés et les activités importantes des organisateurs apparaissent comme la préparation d'un bilan définitif de la modernisation française en Algérie [4]. Plusieurs récits annoncent une période de transition vers l'indépendance sous l'égide d'une autre puissance étrangère. À Miliana et Aïn-Bessem court, par exemple, en avril et mai 1930, le bruit que les Turcs vont reprendre le gouvernement de l'Algérie et le restaurer en État islamique [5]. Alors que s'y exprime un motif très répandu de la « turcophilie », d'autres aspects de la politique mondiale et des rivalités impériales sont également mentionnés. Ainsi, dans la région de Tizi-Ouzou, deux variantes très différentes du repli des Français circulent [6]. Selon l'une, l'Algérie va devenir la propriété des Américains en 1930, le pays devant être vendu par la France pour régler ses dettes de guerre. Les fêtes du centenaire, notamment les nombreuses constructions, serviraient, par conséquent, à élever la valeur de la colonie au niveau des dettes. Une autre version reflète une appropriation particulière de

(1) Joseph Desparmet, « L'Œuvre de la France en Algérie jugée par les Indigènes », *Bulletin de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 55, 1910, p. 167-186 ; 57, 1910, p. 417-436.

(2) ANOM, APA 91/2I/33, lettre de l'administrateur de la commune mixte de Chelif au préfet d'Alger, 17 septembre 1929.

(3) ANOM, GGA 9H/32, Rapport mensuel de la commune mixte d'Aïn-Bessem, mai 1930.

(4) Joseph Desparmet, « L'entrée des Français à Alger, par le Cheikh Abd-el-Kader », *Revue africaine*, 71, 1930, p. 225-256, n. 248.

(5) ANOM, GGA 9H/32, Rapport mensuel de la commune mixte d'Aïn-Bessem, mai 1930 ; Joseph Desparmet, « L'Entrée des Français à Alger… », *op. cit.*, p. 248.

(6) ANOM, APA 91/2I/33, lettre du sous-préfet de Tizi-Ouzou au préfet d'Alger, 13 septembre 1929. Les citations suivantes proviennent aussi de ce document.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

l'idéologie de l'Algérie comme renouant avec « l'Afrique latine » ancienne : selon elle, le pays va, en 1930, être rendu à l'Italie, « sœur de la Kabylie par leurs ancêtres communs, les Romains ». Il incombera alors à l'Italie fasciste de rendre le pays productif, d'établir une administration autochtone et de préparer ainsi l'indépendance, alors que « la France n'a fait jusqu'ici que l'exploiter ».

Le recours aux rumeurs rurales sur le centenaire permet de dessiner une image plus nuancée des réactions et des réponses « indigènes » aux commémorations coloniales. Il montre nettement que la perception et l'interprétation des fêtes ne se limitent pas aux cercles citadins, souvent lettrés, Jeunes Algériens ou communistes. En même temps, il permet de remarquer l'écho minime que les campagnes jeunes algériennes et communistes rencontrent chez ces couches populaires. Au lieu de s'occuper des cahiers revendicatifs diffusés par les journaux, des délégations, des discours et des tracts, celles-ci insèrent les fêtes et leurs préparatifs dans des traditions orales qui sont à ces fins fortement « modernisées » et adaptées. Il est vrai qu'elles attribuent au centenaire une importance fondamentale qui ne consiste pourtant pas dans l'accomplissement de la « mission civilisatrice », revendiqué par les élus algériens, mais bien dans la fin de la domination française. Les bruits laissent deviner à quel point quelques-unes des revendications jeunes algériennes doivent avoir paru incompréhensibles ou incongrues aux paysans.

Par ailleurs, la comparaison révèle l'absence de protestation active contre l'autocélébration coloniale du centenaire. Il est significatif que ce soient les rumeurs rurales, diffuses et inorganisées qui inquiètent le plus l'administration. Or, celles-ci n'ont plus beaucoup en commun avec les mouvements millénaristes du 19e siècle. Elles se sont, au contraire, adaptées à l'ordre colonial et à sa logique. Elles permettent, il est vrai, d'exprimer un rejet largement répandu de la domination coloniale et l'espoir qu'elle prenne fin – les récits ne sont pas avares de critiques et sont en général accueillis avec joie. Cependant, la solution ne réside plus dans la résistance armée, mais dans les mécanismes de la politique internationale. Pareillement, les deux campagnes organisées par les Jeunes Algériens et les communistes ne peuvent perturber le déroulement de « l'apothéose » coloniale bien qu'elles aillent à l'encontre de leurs buts. Les campagnes des Jeunes Algériens et de leurs alliés ont légèrement restreint la marge de manœuvre des organisateurs dans la phase préparatoire. Mais, pendant les fêtes, ils restent prisonniers d'un dilemme stratégique ; pour initier une protestation contre le triomphalisme militariste en 1930, il leur manque des structures solides de mobilisation et d'organisation.

La « centenairomanie » et Constantine en 1937

Les fêtes pompeuses de 1930 retentissent pendant toute la décennie. Elles n'entraînent pas une rupture définitive entre le pouvoir colonial et les leaders d'opinion algériens – les négociations intenses autour d'une réforme du système colonial au milieu des années 1930 n'auraient alors pas été possibles. Des luttes autour du but et de la forme du centenaire sort un genre commémoratif qui marque profondément la commémoration de l'histoire locale dans les années 1930. Dès mai 1932, le centenaire de la prise de Bône à peine clos, un journal algérien constate qu'une « centenairomanie » se propage à toute l'Algérie [1]. En effet, après 1930, un nombre croissant de conseils municipaux se mettent à célébrer le centenaire de la conquête de leur ville. Cette série de centenaires locaux

(1) *La Voix indigène*, 5 mai 1932.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

suit les grandes lignes tracées par le grand centenaire de 1930. En dépit de leur forme constante, les centenaires s'inscrivent dans les réalités politiques des années 1930, en changement rapide. Allant de pair avec une politisation croissante de la population (citadine) algérienne, la contestation gagne en vitesse et en capacité à s'imposer[1]. Pendant ces années, un mouvement contestataire très hétérogène prend forme. À côté des élus (de tendance jeune algérienne) et des communistes, deux autres courants importants commencent à remettre en cause, chacun à sa manière, le statu quo et entrent en compétition pour le choix de stratégies comme pour la définition hégémonique du « peuple algérien » et sa représentation : le réformisme musulman (*al-iṣlāḥ*), représenté par l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA) et les nationalistes autour de Messali Hadj qui entrent à partir de 1936 dans le paysage politique algérien. Liée à cette mobilisation algérienne et à l'avènement du Front populaire en France, accompagné par la formation du Congrès musulman algérien, la question d'une réforme du système colonial passe au premier plan des querelles politiques.

Comme cela fut le cas avec d'autres formes de commémoration (telle la fête du 14 Juillet), les centenaires deviennent une arène importante de ces luttes politiques. Plus les mouvements contestataires se font entendre, plus les représentants des Européens s'obstinent à maintenir les formes triomphalistes établies en 1930. Plus remarquables pourtant sont les nouvelles formes de protestation et d'organisation que tous les courants du mouvement contestataire expérimentent pendant ce temps. Les centenaires sont l'occasion pour les partis algériens de préciser leurs stratégies d'intervention et de tester leur force. La transformation des réponses algériennes ressort clairement lors des fêtes du centenaire de la prise de Constantine en octobre 1937. Suggérée pour la première fois par l'ancien maire Émile Morinaud en 1933 et reprise le 12 décembre 1936 par son successeur, Pierre Liagre, cette manifestation ressemble au centenaire de 1930 en miniature[2]. À cette occasion, Pierre Liagre fixe, déjà, le programme des fêtes commémorant une des campagnes les plus sanglantes de la conquête : au lieu de « conquête », il parle de « l'entrée de Constantine dans la patrie française », d'« un symbole de l'union séculaire constantinoise du génie français et de l'âme musulmane », de « collaboration franco-musulmane », de « fraternité » et d'« union ». Le programme des fêtes suit clairement l'exemple de 1930 : la célébration doit ainsi retracer le « progrès » civil, économique et social de Constantine depuis 1937[3]. Or, une fois de plus, ce sont l'armée et un défilé des troupes qui en sont le cœur. Comme en 1930, des notables participent en tant que « représentants » officiels de la population colonisée ; des efforts considérables sont faits pour faire venir du Sud des cavaliers et des goumiers, avec « une belle monture et des armes anciennes[4] ».

Celui qui, devant un tel programme, se croit ramené en 1930, est détrompé au vu des réactions

(1) Pour ces développements, voir surtout Charles-Robert Ageron, *L'Histoire de l'Algérie contemporaine*, *op. cit.*, p. 227-386 ; John Ruedy, *Modern Algeria : The Origins and Development of a Nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1992, 2005, p. 105-155 ; James McDougall, *op. cit.* ; Omar Carlier, *Entre nation et jihad : histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; Mahfoud Kaddache, *op. cit.* ; Abderrahmane Bouchène, *op. cit.*

(2) Archives municipales de Constantine (AMC), Registres des délibérations du conseil municipal, R102/1932-1933, p. 243, conseil municipal de Constantine, séances du 19 mai 1933 et du 12 décembre 1936 ; R105/1935-1937, p. 355-357.

(3) Pour les fêtes, voir AMC, Registres des délibérations du conseil municipal, R105/1935-1937, p. 445-446, conseil municipal de Constantine, séance du 15 mars 1937 ; ANOM, APC 93//8091, programme détaillé ; *Centenaire de l'entrée de Constantine dans la patrie française*, Constantine, Paulette, 1937 ; *La Dépêche de Constantine*, 8-18 octobre 1937.

(4) ANOM, APC 93//8091, lettre de Pierre Liagre au préfet de Constantine, 28 juin 1937 ; lettre du préfet de Constantine aux maires et administrateurs du département de Constantine, 8 juillet 1937.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

du public algérien et de ses leaders. Alors qu'en 1930 l'administration coloniale n'a pas constaté de perturbations considérables, les organisateurs en 1936 et 1937 doivent faire face à un mouvement d'opposition de plus en plus organisé et capable de se mobiliser. Le lieu et le moment sont particulièrement propices pour le mouvement contestataire : l'initiative de Pierre Liagre tombe à l'apogée des interactions entre le Front populaire et le Congrès musulman. En outre, Constantine est le centre du réformisme musulman algérien et de la plus active des fédérations des élus musulmans, présidée par le Dr Mohammed Salah Bendjelloul : ces deux acteurs entrent ainsi dans le jeu. Certes, à Constantine, en 1937, on trouve encore de nombreux activistes suivant la ligne de 1930. Ainsi le quotidien modéré *Al-Najāḥ* annonce les fêtes avec bienveillance et exhorte ses lecteurs à la coopération et la bonne volonté [1]. *La Voix indigène* de Rabah Zenati, de position assimilatrice prononcée, s'enthousiasme, comme en 1930, pour cette occasion de « réconciliation générale », souligne la haute valeur « morale » des fêtes et récuse toute critique [2]. Mais, sept ans après le grand centenaire, de telles positions sont minoritaires. Ce n'est pas que les partis du Congrès musulman, notamment les élus, abandonnent la stratégie de l'appropriation subversive en 1937. Jusqu'à quelques mois des fêtes, Bendjelloul utilise le conseil municipal de Constantine et les délégations financières comme plateformes pour revendiquer des réformes durables lors du centenaire, une sorte de centenaire de réforme tardif [3]. Mais, en 1937, ces positions sont présentées de façon plus résolue. En décembre 1936, déjà, les conseillers algériens essayent de retarder la décision et proclament « que nous n'avons pas besoin de fêtes à Constantine pour nous souvenir de l'accession de Constantine dans la patrie française et la famille française [4] ». Leur revendication d'une influence réelle sur les préparatifs a pour conséquence que tous les conseillers « indigènes » deviennent membre du comité d'organisation [5].

Le boycottage

Quand il apparaît, vers la fin du mois de juin 1937, que les fêtes constantinoises ne vont être qu'une réactivation du centenaire de 1930, un autre acteur prend la tête de la résistance : 'Abd al-Ḥamīd Ben Bādīs, président de l'AOMA. Lors d'une réunion du comité local du Congrès musulman en juin, il formule déjà des menaces à l'encontre des organisateurs [6]. Sur son initiative, le Deuxième Congrès musulman demande un mois après de « renoncer à des réjouissances sans gloire et sans lendemain, pour s'attacher à des réalisations immédiates d'œuvres sociales et d'aspirations politiques [7] ». Les représentants locaux du Front populaire et du Congrès ayant en vain invité Pierre Liagre à s'abstenir de toute manifestation « humiliante », Ben Badis passe à l'attaque [8]. Le 18 septembre, il convoque les

(1) Al-Najāḥ, 18 et 29 septembre, 8, 9 et 13 octobre 1937.

(2) *La Voix indigène*, 20, 24 et 27 septembre 1937, 1er, 4 et 8 octobre 1937.

(3) AMC, Registres des délibérations du conseil municipal, R106/1937-1938, p. 84-85, conseil municipal de Constantine, séance du 4 juin 1937 ; délégations financières, séance du 23 juin 1937, Assemblées financières algériennes, session ordinaire de mai-juin 1937, Alger, Imprimerie administrative de Victor Heintz, p. 1082-1083.

(4) AMC, Registres des délibérations du conseil municipal, R105/1935-1937, p. 357, conseil municipal de Constantine, séance du 12 décembre 1936.

(5) AMC, Registres des délibérations du conseil municipal, R105/1935-1937, p. 446, conseil municipal de Constantine, séance du 15 mars 1937.

(6) *La Lutte sociale*, 19 juin 1937.

(7) *La Dépêche de Constantine*, 16 juillet 1937 ; *La Justice*, 17 juillet 1937.

(8) Concernant les différentes activités, voir ANOM, APC 93//8091, rapports de la Sûreté départementale (SD) de Constantine, 20 et 21 septembre, 2 et 7 octobre 1937 ; renseignements du Centre d'informations et d'études de Constantine, 31 août 1937 ; ANOM, APC 93/3F/1, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 9 octobre 1937 ; ANOM, APC 93//4136, Centre d'informations et d'études de Constantine, Bulletin mensuel d'informations concernant l'activité indigène dans le département, septembre-octobre 1937 ; *La Défense*, 1er octobre 1937.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

présidents des différentes sociétés locales afin de les inviter au boycottage. Dans les semaines suivantes, Ben Badis utilise les médias et les organisations à sa disposition pour diffuser le message. Même les écoles réformistes servent ses fins, en particulier pour empêcher la participation d'enfants algériens aux fêtes. Finalement, le 6 octobre au soir, des milliers de tracts circulent dans lesquels Ben Badis appelle au boycottage.

Ben Badis recourt ainsi à une stratégie de non-coopération que l'opposition algérienne commence à expérimenter dans les années précédentes. Dès le début des années 1930 des journaux algériens ont attentivement observé et discuté la non-coopération et le boycottage, armes du mouvement national indien de Gandhi [1]. Guidé par les élus du Constantinois, le mouvement contestataire commence à expérimenter des campagnes de boycottage et de démission. Dans le contexte des débats de réforme, le Dr Bendjelloul déclenche à la fin du mois de juillet 1937 une deuxième vague de démission. Dans ses déclarations à partir de mi-septembre 1937, Ben Badis transpose cette stratégie, appliquée préalablement surtout à des postes politiques, à l'affiliation à des associations et au domaine de la consommation, enfin à la participation aux fêtes du centenaire. La position qu'il développe dans son tract est formulée de manière prudente, attestant de la tentative de mobiliser un boycottage de masse sans paraître « déloyal » ou « antifrançais ». Ben Badis y célèbre la résistance des « ancêtres » contre l'occupation et l'assimile à l'« héroïsme » des envahisseurs français : « une page témoignant du courage et de l'abnégation des vainqueurs comme des vaincus fut ainsi tournée » [2]. Il y escamote délibérément la question de la légitimité de l'invasion française, sans laquelle la lutte « héroïque » ne serait pas nécessaire. Au lieu de cela, il qualifie les hostilités franco-algériennes de « tragédie » que la postérité, cent ans après, au lieu de commémorer, devrait faire oublier par une politique coloniale juste : « Cent ans étaient suffisant pour cicatriser les blessures et rapprocher les populations différentes. » Devant la nécessité d'une telle politique de l'oubli les fêtes annoncées apparaissent comme une atteinte à la dignité des Algériens, vivants comme morts :

> « Mais il y a des hommes égoïstes, ne voulant jouer que le rôle des maîtres et donner aux musulmans le sentiment qu'ils sont les vaincus et ceux-ci les vainqueurs. Ces gens-là (et pas tous les Français) veulent ces jours organiser des fêtes militaires en commémoration de la prise de Constantine qui blessent nos sentiments, qui portent atteinte à la dignité des vivants comme des morts et qui vont à l'encontre des principes de la fraternité et de la clémence que nous sollicitons. »

Même s'il parle, dans son tract, d'abord en Constantinois aux Constantinois, il s'adresse aussi en tant que savant religieux à ses coreligionnaires. Ainsi proclame-t-il à la réunion des associations locales en septembre : « En ma qualité de Musulman, je m'oppose à toute espèce de collaboration et tout musulman, digne de ce nom, observera la même ligne de conduite [3]. » La conduite appropriée envers les fêtes provocatrices consiste donc à les boycotter, tout en

(1) M. Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien*, *op. cit.*, p. 263-265.

(2) ANOM, APC 93//8091, Nidā ilā sukkān qasanṭīna al-muslimīn/Appel à la population musulmane de Constantine, 28 septembre 1937. Les citations suivantes proviennent aussi de ce document. Nous citons la version arabe. Pour la diffusion du tract, voir ANOM, APC 93//8091, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 7 octobre 1937 ; lettre du préfet de Constantine au gouverneur général de l'Algérie, 7 octobre 1937 ; ANOM, APA 91/4I/6, rapport de la Sûreté départementale d'Alger, 22 octobre 1937. Voir aussi James McDougall, *op. cit.*, p. 60-64.

(3) ANOM, APC 93//8091, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 20 septembre 1937 ; ANOM, APC 93/3F/1, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 20 septembre 1937.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

conservant « la dignité et le calme ». En même temps, l'anniversaire doit être marqué par des signes publics de deuil, tels la fermeture de boutiques, la visite aux cimetières et le recouvrement de noir des portes des habitations [1].

La campagne de boycottage initiée par Ben Badis gagne en vitesse et entraîne les autres mouvements contestataires qui utilisent leurs moyens de communication (organisations, réunions, presse) pour diffuser leurs propres appels au boycottage et visent à se mettre en tête de la vague de protestation. Le Parti communiste et ses élus intègrent le boycottage dans leurs campagnes pour les élections au conseil général le 17 octobre. Le candidat communiste musulman, Ali Eddine Debabeche, fustige dans diverses réunions le centenaire comme « un honteux défi » destiné à diviser la classe ouvrière franco-algérienne [2]. Un jour après celui de Ben Badis, les communistes mettent en circulation un tract appelant au boycottage de célébrations « chauvines et provocatrices [3] ». Le leader des élus de l'Est algérien, le Dr Bendjelloul, s'associe également au boycottage, poursuivant une stratégie double encore plus évidente que Ben Badis. Alors qu'il affirme publiquement le principe de la souveraineté française, son journal arabe *Al-Mīdān* le pose en champion du combat contre le colonialisme « despotique » et « arrogant » et encourage vigoureusement au boycottage :

> « Le colonialisme oppresseur organise des fêtes d'un caractère outrageant pour commémorer le centenaire de la prise de Constantine à un moment où la France néglige les revendications du peuple musulman algérien qui lui ont été présentées par ses élus indépendants. […] Le colonialisme […] veut ressusciter à leurs yeux [des musulmans] un bien pénible souvenir : ses victoires et la conquête de ce pays ainsi que la défaite de nos grands-pères tombés sur les champs d'honneur. Combien est bas et vil le geste du colonialisme ! Et ce qui nous contrarie le plus c'est qu'il veut nous faire associer à la commémoration d'un fait qui meurtrira nos cœurs et fera couler nos larmes. Que les oppresseurs se réjouissent seuls de leur acte. Que nous observions, nous musulmans, ce jour-là, le deuil le plus complet [4]. »

Non seulement dans la condamnation des fêtes, mais aussi dans la réhabilitation de la résistance algérienne contre la conquête, le journal de Bendjelloul vise à surpasser les autres courants. Un numéro célèbre le gouverneur de la Régence d'Alger, Ahmad Bey, en inversant simplement les discours coloniaux sur le « despotisme oriental ». Au colonialisme « tyrannique », il oppose l'administration « de bonté, de considération, d'autorité et de fierté à la fois » sous le dernier Bey de Constantine [5]. Le Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, en train d'établir une branche à Constantine [6], reprend finalement un discours semblable. Dans un tract, il fustige les fêtes commémorant le « massacre » de 1837 et loue la résistance acharnée contre l'invasion.

Les réactions algériennes sont ainsi profondément marquées par les divergences et la

(1) ANOM, GGA 3CAB/80, note sur la situation politique, 23 septembre 1937 ; ANOM, APC 93/B/3/274, lettre du préfet de Constantine au gouverneur général de l'Algérie, 7 octobre 1937.

(2) *La Lutte sociale*, 2 octobre 1937 ; ANOM, GGA 7CAB/30, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 14 juillet 1937 ; ANOM, APC 93//8091, rapports de la Sûreté départementale de Constantine, 20 septembre, 1er et 2 octobre 1937.

(3) ANOM, APC 93//8091, Parti communiste algérien, Dhikrā al-qarn al-isti'mārī/À bas le centenaire colonialiste !

(4) ANOM, APO 92/5I/86, Al-Mīdān, 3 octobre 1937, extrait traduit ; ANOM, APO 92/5I/86, Al-Mīdān, 10 octobre 1937, extrait traduit. Nous n'avons pas pu trouver la version originale de ces articles. Pour les activités du Dr Bendjelloul, voir aussi ANOM, APC 93//4299, notice concernant le Dr Bendjelloul, 29 novembre 1937.

(5) ANOM, APO 92/5I/92, Al-Mīdān, 17 octobre 1937, extrait traduit. Nous n'avons pas pu trouver la version originale de cet article.

(6) ANOM, APA 91/4I/4, Parti du peuple algérien, À la population musulmane de Constantine ; ANOM, APA 91/4I/5, rapport de la Sûreté départementale d'Alger, 22 octobre 1937.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

concurrence latente entre les différents courants. Cependant, les appels au boycottage multipliés en octobre 1937 produisent un effet remarquable. Ils retentissent jusque dans les régions du Sud-Est, telles que Khenchela, où les goumiers en route pour les fêtes rencontrent l'incompréhension, la désapprobation, voire même l'hostilité ouverte des populations locales[1]. À Constantine, des affiches annonçant les fêtes sont déchirées et défigurées[2]. Malgré la contre-propagande des organisateurs français, l'administration ne peut que constater que la campagne de boycottage a été, surtout pendant les premiers jours, « scrupuleusement » suivie[3]. Certes, aucun sabotage ni affrontements directs ne se produisent ; le deuil public (recouvrement des portes, prières, etc.) n'est pas non plus suivi. Mais les fêtes se déroulent en l'absence presque absolue de la population musulmane. Les initiateurs du boycottage peuvent s'appuyer sur une armée d'adhérents suivant les directives et sanctionnant, en cas de besoin, des comportements non conformes. Divers rapports parlent d'Algériens qui, voulant assister à l'une des manifestations officielles, sont traités de « mauvais musulmans » et parfois même assaillis. Les mots d'ordre de Ben Badis sont à chaque fois cités comme ligne de conduite « correcte » pour les « vrais musulmans ». La presse des partis du Congrès musulman et du Parti du peuple algérien accompagnent le boycottage de critiques massives contre le message des fêtes, de rapports enthousiastes sur le succès de la campagne et de remarques sur la misère dans laquelle sombre la population colonisée[4].

La réussite du boycottage en 1937 témoigne des transformations fondamentales du public politique algérien depuis 1930. En 1930, l'opposition jeune algérienne assiste, plutôt impuissante, aux fêtes colonialistes, les « agissements » rapportés avec inquiétude par l'administration étant de nature diffuse. En 1937, un mouvement multiple s'oppose aux célébrations, capable d'orchestrer une protestation. L'organisation, l'encadrement et la mobilisation accrus de la population algérienne sur la scène publique s'avèrent être une tendance essentielle des années 1930. Dans la campagne de 1937, une forme d'intervention apparaît qui tranche nettement avec la stratégie dominante de l'appropriation subversive. Tandis que cette dernière se fondait sur le détournement des symboles français et sur l'association active aux manifestations officielles, le boycottage repose sur le refus de cette même association, constituant une sorte de « stratégie d'exit[5] ». C'est justement par cette rupture avec le calendrier festif imposé par le pouvoir colonial que le boycottage paraît à l'administration plus radical et dangereux qu'une participation critique et distanciée.

La mise en contexte de la commémoration de 1930 montre que les festivités ne marquent pas un « tournant » ou une « rupture » et permet d'en réévaluer l'importance. Étant l'enjeu et

(1) ANOM, APC 93/B/3/280, rapport de la SD de Constantine, 1er octobre 1937 ; lettre du commissaire de Khenchela au sous-préfet de Batna, 1er octobre 1937 ; ANOM, APC 93//8091, rapport de la gendarmerie de Constantine, 15 octobre 1937.

(2) ANOM, APC 93//8091, lettre du commissaire central de Constantine au préfet de Constantine, 5 octobre 1937 ; rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 6 octobre 1937.

(3) Concernant les différents incidents, voir ANOM, APC 93//8091, rapports de la Sûreté départementale de Constantine, 9, 10 et 11 octobre 1937 ; rapport de la gendarmerie de Constantine, 15 octobre 1937 ; ANOM, APC 93/3F/1, rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 14 octobre 1937 ; ANOM, APC 93//4136, Centre d'informations et d'études de Constantine, Bulletin mensuel d'informations concernant l'activité indigène dans le département, octobre 1939.

(4) *La Défense*, 1er et 15 octobre, 5 novembre 1937 ; *Al-Shihāb*, novembre 1937 ; *La Justice*, 14 octobre 1937 ; *La Lutte sociale*, 20 novembre 1937 ; *L'Entente*, 11 novembre 1937 ; *El Ouma*, novembre 1937.

(5) Pour la notion de « stratégie d'exit », voir Albert O. Hirschmann, *Exit, Voice and Loyality : Responses to Decline in Firms, Organizations and State*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, p. 21-29.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

le résultat d'activités et d'interactions insérées dans un espace social et politique, les centenaires des années 1930 sont marqués par l'intervention d'un nombre croissant d'acteurs algériens. Les Algériens réagissent de multiples façons aux politiques symboliques hégémoniques. Par l'organisation et la mobilisation croissante du mouvement contestataire, leurs interventions se transforment, se diversifient et prennent de l'ampleur. La dissidence envers le pouvoir colonial en est un mobile important, comme la concurrence entre courants pour l'hégémonie au sein du mouvement de protestation. En même temps, ces interventions ont un impact sur la marge de manœuvre des organisateurs français ; la combinaison, paradoxale, d'un militarisme à outrance avec une rhétorique de réconciliation en témoigne. Deux stratégies d'intervention dominent alors le mouvement contestataire algérien. D'un côté, l'« appropriation subversive », tentative d'exploitation des éléments de la politique commémorative coloniale dans un programme d'opposition. Le déroulement des centenaires démontre les dilemmes stratégiques inhérents à l'appropriation subversive et leur militarisme ostensible devient une façon pour la population européenne de se rassurer sur l'avenir de sa domination. Dans ce contexte, une stratégie d'intervention très différente se fait jour : le boycottage. Sorte de « stratégie d'exit », il repose sur l'évitement de la politique commémorative officielle. Initié par Ben Badis lors du centenaire à Constantine en 1937, le boycottage vise à dévaloriser et rompre avec les symboles du pouvoir. En privant les manifestations officielles du public des colonisés, il remet en cause la légitimité de l'ordre colonial. Le potentiel explosif du boycottage s'épanouit quelques années plus tard avec le recul des négociations franco-algériennes autour d'un renouveau du système colonial : la réduction des espaces d'interaction par le régime de Vichy, les circonstances de la Seconde Guerre mondiale et l'avènement du nationalisme algérien affermissent et engendrent des formes d'intervention positionnées hors du cadre colonial. À cet égard, le « petit » centenaire de 1937 est un événement peut-être plus novateur et déterminant que son précurseur de 1930.

Si l'appropriation subversive et le boycottage prévalent du côté algérien pendant la « centenairomanie » des années 1930, ces stratégies ne représentent pas toute la panoplie des réactions et ne se substituent pas complètement à d'autres réactions, comme les formes plus populaires par lesquelles la population assimile et commente la situation, ou comme la coopération active de notables. Il ne faut pas non plus envisager le changement des formes de réaction comme le reflet « authentique » et direct de « l'état d'esprit » de la population algérienne. Boycottage et appropriation subversive sont le résultat d'une mobilisation ciblée dans un champ de forces occupé par des positions rivales. Enfin, l'évolution allant de l'appropriation subversive au boycottage n'est pas une voie à sens unique. Les actions de « résistance » sont rarement sans ambiguïtés, les acteurs oscillant entre différentes stratégies et les mêlant selon le contexte. Cette évolution témoigne d'une différentiation croissante des formes d'appropriation et de réaction du côté de la population colonisée. La « centenairomanie » des années 1930 a sa part dans cette évolution, tenant lieu d'une sorte d'école de résistance [1].

Jan C. Jansen, Universität Konstanz, Globale Prozesse, 78457, Constance, Allemagne.

(1) Cet article doit beaucoup aux critiques et aux remarques de Raphaëlle Branche, d'Augustin Jomier, d'Emmanuelle Sibeud et de Sylvie Thénault, de mes collègues à Constance Franz L. Fillafer, Stefanie Gänger et Martin Rempe, ainsi que des relecteurs de cette revue.

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)

Spécialiste de l'histoire algérienne contemporaine et d'études coloniales comparées, **Jan C. Jansen** est enseignant-chercheur à l'Universität Konstanz et membre du groupe de recherche *Globale Prozess*. Il est notamment l'auteur de *Erobern und Erinnern : Symbolpolitik, öffentlicher Raum und französischer Kolonialismus in Algerien, 1830-1950* (Oldenbourg, 2013) et, avec Jürgen Osterhammel, de *Kolonialismus : Geschichte, Formen, Folgen* (C. H. Beck, 2012) et de *Dekolonization : Das Ende der Imperien* (C. H. Beck, 2013). (jan.jansen@uni-konstanz.de)

© Presses de Sciences Po | Téléchargé le 02/11/2021 sur www.cairn.info (IP: 77.28.35.20)